

# CFJC

Compagnie Financière  
JACQUES CŒUR

## Lettre Jacques Cœur

Janvier 2024



**François-Xavier Bouis**, *Président de Compagnie Financière  
Jacques Cœur*



**Manuel Lafont-Rapnouil**, *Directeur du Centre  
d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de  
l'Europe et des Affaires étrangères*



**Michel Foucher**, *géographe et ambassadeur, conseiller du  
Président de CFJC*



Pour sa dernière Conférence Jacques Cœur de l'année 2023, CFJC réunissait une vingtaine d'investisseurs institutionnels autour Manuel Lafont-Rapnouil et de Michel Foucher autour du thème : *comment assurer la sécurité économique en Europe dans un monde dangereux ?*

La politique extérieure de la France dans un monde caractérisé par un double échauffement, dans sa triple dimension internationale, européenne et d'intérêt national, présentée par Manuel Lafont-Rapnouil.

Les principales décisions structurantes, en Europe et dans le monde, du dernier trimestre 2023, les grands rendez-vous internationaux de 2024 et la montée en puissance du concept de « sécurité économique » comme objectif des grands États, par Michel Foucher.

# I. Face au double échauffement du monde, comment assurer la sécurité économique en Europe dans un monde dangereux ?

Manuel Lafont-Rapnouil,

## 1. La politique étrangère est confrontée à deux tendances internationales de fond

Le premier échauffement du monde est le retour de la compétition entre puissances. Le durcissement du monde est évident avec les guerres d'Ukraine et de Gaza mais il était déjà perceptible avant. Le retour de la compétition entre puissances est plus direct, plus abrupte. Il se joue à tous les niveaux - grandes puissances, mais aussi puissances moyennes et régionales – et sur un spectre élargi : militaire, mais aussi économie, influence, technologie... Nous notons un effacement des forces de rappel et du cadre normatif (tabous atteints : armes chimiques, annexion par la force, attaques contre les travailleurs humanitaires...).

Le second échauffement du monde est la montée des défis liés aux affaires globales, qui découle d'un autre dérèglement de notre environnement : celui qu'illustre en tout premier lieu le changement climatique. Les affaires dites globales occupent une place grandissante. L'interdépendance qu'elles traduisent ne cesse de se manifester à nous : climat, mais aussi pandémie, inégalités, migrations, espace informationnel... Tout ceci sans effet mécanique favorable à davantage de coopération internationale. Au contraire, on relève un effet ciseaux entre le besoin visible de coopération et non seulement le manque d'efficacité de l'action collective, mais même le manque d'appétence des États pour le multilatéralisme.

## 2. Sur cette toile de fond, la politique extérieure doit faire face au défi de l'« arsenalisation » des interdépendances

Les interdépendances entre les États sont transformées en leviers politiques ; le terme d'arsenalisation traduit l'anglo-américaine : « *weaponization* ». Ce levier utilise l'asymétrie des interdépendances. Le cas classique est celui des sanctions économiques et financières. Mais nous assistons désormais à une diversification de l'instrumentalisation de ces leviers et une extension à d'autres acteurs : commerce (Chine), mais aussi migrations (Turquie), énergie (Russie, Golfe), technologie (Chine). Deux exemples actuels : la Chine et les terres rares ; les Etats-Unis et le contrôle des exportations des semi-conducteurs vers la Chine. Là où un comportement coopératif serait attendu, nous avons vu se pratiquer une diplomatie des masques, des vaccins, des batteries, des minerais critiques...

Tout cela constitue un défi particulier pour les Européens, dès lors que la construction européenne est fondée sur les interdépendances, avec l'idée qu'elles favorisent prospérité et stabilité. Désormais, l'ouverture européenne peut, dans certains domaines, se retourner contre nous.

## 3. Face à ce défi, les Européens répondent en se donnant l'objectif d'une souveraineté propre, ou au moins d'une autonomie stratégique

L'idée - française à l'origine - de la souveraineté européenne vise à se prémunir contre les vulnérabilités qui peuvent être instrumentalisées contre nous, sans pour autant se débarrasser

des interdépendances qui sont partie intégrante du modèle économique européen : il peut s'agir de mesures de défense commerciale et de filtrage des investissements dans les industries jugées stratégiques.

L'autonomie stratégique est un concept issu des milieux de la défense : il s'agit de disposer de moyens propres d'information, de décision et d'action. En sachant que l'autonomie est toujours relative et dépend du niveau d'ambition. Elle n'est synonyme ni d'indépendance, ni a fortiori d'autarcie. Un monde raisonnablement ouvert, selon le principe de la World Policy Conference (organisée annuellement par l'Institut français des relations internationales), est dans l'intérêt des Européens.

Au départ, la question a été posée par la France dans sa relation de dépendance à l'égard des Etats-Unis. Mais elle a été validée par l'interaction critique entre l'UE et la Chine (5G, Covid-19) puis avec la Russie (dépendance énergétique excessive). Si la discussion théologique se poursuit, une discussion plus pragmatique portant sur les vulnérabilités, la résilience et ses boîtes à outils et plus équilibrée se déroule en parallèle, dès lors que l'allié américain est favorable à un effort accru des Européens dans la défense, condition d'un début d'autonomie. Il reste que tous les pays européens ne partagent pas cette urgence.

#### 4. La sécurité économique devient un nouveau paradigme international

Le bouleversement profond de l'environnement international accélère l'imbrication croissante de l'économie dans la géopolitique, que ce soit pour des raisons intérieures – ce que le débat américain a résumé avec la formule du besoin de trouver une « politique étrangère pour les classes moyennes » – ou pour des raisons internationales, notamment du fait de l'émergence de la Chine. Cette mutation dépasse la croyance que la modernisation politique passerait par le développement économique, espoir américain pour la Chine lors de son entrée dans l'OMC (2001).

Les tensions géopolitiques ont un impact sur le système économique international, qui ne peut plus reposer sur la méthode du zéro stock et zéro délai, trop vulnérables. La mondialisation a affecté les classes ouvrières et moyennes. Il s'agit moins de démondialisation que d'un changement de régime, bien exprimé par Janet Yellen qui insiste sur le « *friendly shoring* » (approvisionnement dans des pays alliés) pour diminuer les chantages politiques ; les entreprises recherchent une diversification et le « *just in case* » (qui implique le stockage) plutôt que le « *just in time* » (flux tendus). La Commission européenne a formalisé la méthode du « *derisking* » (« dérisquage ») qui n'est pas un « découplage », brandi outre-Atlantique mais pas appliqué, sauf pour certains secteurs critiques. Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine – et le déficit commercial américain - ont atteint des records en 2022<sup>1</sup>.

Le conseiller à la sécurité nationale a veillé à la mise en œuvre du concept « *small yard, high fence* » pour la protection des technologies critiques qui est au cœur de la stratégie de sécurité économique américaine, dont l'ampleur reste mal définie : " *Beaucoup d'entre vous ont entendu parler de l'expression "petite cour, haute clôture" lorsqu'il s'agit de protéger les technologies critiques. Ce concept est cité depuis des années dans les groupes de réflexion, les universités et les conférences. Nous sommes en train de le mettre en œuvre. Les points d'étranglement des technologies fondamentales doivent se trouver à l'intérieur de cette cour,*

---

<sup>1</sup> Exportations US vers la Chine : 153,8 Mds\$ (en hausse de 1,6% sur 2021) ; importations US depuis la Chine : 536,8 Mds\$ (en hausse de 6,3%). Déficit commercial : 382,9 Mds\$, en hausse de 8,3%. La Chine représente 7,5% des exportations US, 16,5% de ses importations et le tiers (32,4%) de son déficit. Source: Bureau of Industry and Security, Washington

*et la clôture doit être haute, car nos concurrents stratégiques ne doivent pas pouvoir exploiter les technologies américaines et alliées pour saper la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. Parallèlement à ces efforts dans le domaine technologique, nous élaborons de nouveaux accords pour définir les règles économiques de la route tout en protégeant les intérêts des travailleurs américains*<sup>2</sup>.

L'agression de l'Ukraine par la Russie a encore aggravé la tendance au renforcement des contraintes politiques sur l'économie et d'un relèvement de la nature géopolitique de sujets comme les infrastructures, la connectivité, l'accès aux technologies, le rôle des normes et des standards. Les États se montrent plus soucieux d'une économie davantage « sécurisée », sont plus réticents à l'externalisation des risques et plus sensibles aux gains relatifs (maximiser les gains – économiques, de sécurité, d'influence – par rapport à ceux des concurrents et rivaux) qu'aux gains absolus.

La sécurité économique se développe au détriment des autres dimensions du « *economic statecraft* » (politique économique d'État) qui est l'usage des leviers économiques, financiers et de réglementaire pour atteindre des objectifs de politique étrangère : commerce, coopération et aide au développement, financement et prise en charge des communs, coopération multilatérale.

## 5. Un ordre international chahuté

Ce double échauffement est de nature à altérer en profondeur le système international, avec des effets en termes de fragmentation géopolitique, de relativisme normatif, de déséquilibre stratégique, de découplage économique ou technologique. De plus, le système international souffre d'une incertitude diffuse mais profonde liée aux différentes transitions, engagées ou nécessaires (énergétique, climatique, numérique, démographique...).

Ces transitions sont autant de phénomènes de transformation lourds, difficiles, coûteux, accompagnés d'effets redistributifs importants, soulevant des conflits de priorités, posant des problèmes de gouvernance fondamentaux (coordination, planification, consensus, dilemme de l'action collective...).

La complexité et les difficultés sont rendues plus aiguës encore par la transition géopolitique engagée en arrière-plan. C'est le règne de l'incertitude : nous savons d'où nous partons, nous peinons à clarifier vers où nous nous dirigeons. Pour beaucoup d'États, la transition coïncide avec (ou résulte du) déclin au moins relatif des États-Unis, et de l'Europe avec eux. Autrement dit, d'autres puissances s'affirment, à commencer par la Chine, non seulement sur le plan économique, mais aussi en matière stratégique. Ces pays émergents, au plan géopolitique, ou puissances moyennes ou régionales, ont des réflexes transactionnels de plus en plus décomplexés, tout en restant réticents, pour des raisons intérieures, à assumer davantage de responsabilités internationales.

Ainsi, dans l'Indopacifique, par exemple, on refuse de s'aligner sur les États-Unis pas plus que sur la Chine, afin de conserver les options ouvertes : ce n'est pas une équidistance. On constate une recherche d'ouverture – à un cyberspace ouvert en passant par la science ouverte, ou un multilatéralisme ouvert –, tant pour nous que pour nos partenaires. Le point

---

<sup>2</sup> Remarks by National Security Advisor Jake Sullivan on the Biden-Harris Administration's National Security Strategy, The White House, 13/10/2022

positif est l'attachement à un ordre mondial fondé sur le droit et l'égalité souveraine des États. Il faut donc être prêts, en France et en Europe, à affronter une compétition stratégique durcie, à renforcer notre engagement en faveur de la coopération internationale, sans dépendre de ceux qui ne veulent pas contribuer à cette entreprise coopérative, mais sans exclure s'ils nous rejoignent ultérieurement, dans une démarche elle-même ouverte.

Bref, l'autonomie, au sens étymologique, revient à décider qui choisit sa règle ? Être « *Rules-maker* » ou « *rules-taker* » : suivre ou créer ?

#### 6. La dimension européenne est la dimension évidente pour relever ces défis

L'Union Européenne est au milieu du gué. La France est créditée d'avoir repris une forme d'initiative, après le sentiment d'un tandem franco-allemand déséquilibré (faiblesse française, immobilisme allemand), et d'avoir poussé à un agenda concret – qu'on peut réunir sous l'idée de souveraineté européenne – qui met aujourd'hui l'Union Européenne en bien meilleure position pour affronter le défi d'un monde plus géopolitique, non seulement en termes de résilience, mais même de projection et de capacités.

A-t-on achevé notre révolution copernicienne pro-européenne ? Avec l'assimilation de nos intérêts industriels à l'autonomie stratégique européenne, par l'exercice d'un leadership par la disruption. Mais une partie du chemin a été parcouru, aux États-Unis comme dans le reste de l'UE, car l'affirmation d'une Europe souveraine n'est pas contradictoire avec un lien transatlantique fort. Cette prise de conscience européenne a été favorisée par les comportements chinois (5G, masques pendant la covid) et russe (Ukraine), mais aussi par possibilité d'un retour de Trump (ni 2017, ni 2021).

Par ailleurs, avec la guerre en Ukraine et les risques d'instabilité dans les Balkans occidentaux, le sujet de l'élargissement de l'Union est à nouveau sur la table. Il implique que soient traités en même temps les enjeux de l'approfondissement et du fonctionnement des institutions (fonctionnement de la Commission, place du Parlement, règles de vote, capacités budgétaire, état de droit...) mais aussi de la réforme des politiques européennes (pas juste PAC : cohésion, convergence, transition, investissement dans l'avenir...).

#### 7. Conclusion : des politiques étrangères à reconstruire

De nombreux pays – notamment occidentaux – sont confrontés depuis la fin de la guerre froide à la nécessité de réinventer leur politique étrangère. Elle a été occultée un temps par l'évidence de priorités comme la lutte contre le terrorisme. Les dynamiques internes à l'UE (Brexit au Royaume-Uni) ou externes (échec du Wandel durch Handel – le changement par le commerce – avec Moscou comme Pékin pour Berlin), parfois les deux à la fois (émergence de la Chine et trumpisme aux États-Unis) ont contribué à cette réinvention. Et en France, le vieillissement du gaullo-mitterrandisme et l'effacement du consensus bipartisan conduisent au même constat.

En parallèle, l'idée de « grande stratégie » qui fait son retour dans le débat analytique et politique témoigne de ce moment : elle désigne l'articulation des ressources autour de priorités de long terme et donc de l'efficacité de son action. Elle traduit un besoin de retrouver, contre le poids pris par les urgences et un présentisme croissant, la continuité des efforts et la priorisation des objectifs. La difficulté vient de ce que nos rivaux sont organisés pour tirer parti des choix que nous ne ferons pas et des impasses que nous accepterons. Bâtir une « grande

stratégie » dans l'environnement actuel signifie : identifier des priorités stables et minimiser nos vulnérabilités, veiller à une meilleure intégration de nos lignes et registres d'action, contre la logique des silos (économie, défense, diplomatie, acteurs non étatiques, médias) qui continue de peser sur l'action extérieure des États en général et de la France en particulier.

Enfin, nous avons besoin de partenaires au-delà de l'Europe, au-delà du rééquilibrage avec les États-Unis malgré l'incertitude sur leur trajectoire internationale (risque du trumpisme, mais aussi effet du pivot vers l'Asie et de la rétraction stratégique et commerciale) et pour un réengagement avec le reste (thème du retour du Nord/Sud, importance de l'agenda économique et social, revanche des « passions » tel que décrit par Pierre Hassner et enjeu de la reconnaissance). Et donc le multilatéralisme reste dans notre intérêt.

## **II. Les grandes décisions structurantes prises en Europe et dans le monde au dernier trimestre 2023**

Par Michel Foucher

« Il arrive un moment, peut-être toutes les six à huit générations, où le monde change en très peu de temps »

Joe Biden, Président des Etats-Unis.

Lors d'un entretien avec le Président du Chili, Gabriel Boric, le jeudi 2 novembre 2023, il a précisé sa pensée, fort d'un demi-siècle d'expérience : « Ce qui se passera ces deux ou trois prochaines années va déterminer ce à quoi ressemblera le monde pour les cinq ou six prochaines décennies. ». Il signifie que le monde arrive à une fin de cycle et à un moment où les décisionnaires peuvent avoir une influence directe sur l'avenir.

Si le jeune Président chilien a poursuivi la conservation sur la transition verte, l'immigration ou le développement économique, nul doute que Joe Biden avait à l'esprit le cours de la guerre en Ukraine et son impact européen et international selon les scénarios envisageables, la onzième guerre israélo-arabe à Gaza et ses effets régionaux et moraux, la rivalité mal maîtrisée avec la Chine et l'affaiblissement du système des institutions internationales bâti par les Etats-Unis en 1945. Et, bien entendu, les élections présidentielles du 5 novembre 2024 !

### Le triangle Etats-Unis Chine Union européenne

La rencontre Biden-Xi de San Francisco (15 novembre 2023), où le premier était plus désireux que le second de renouer, a permis d'enregistrer quelques progrès : un ton plus mesuré de la partie chinoise et un postulat que la Chine ne cherchait pas à dépasser les Etats-Unis (en contradiction avec le rêve chinois d'atteindre le premier rang en 2049); la formation d'un groupe de travail sur le trafic de drogue (fentanyl); la réouverture des canaux de communication militaire directe. L'objectif chinois était surtout de rassurer les investisseurs américains, lors d'un dîner avec le « big business » (Tesla, Blackrock, Blackstone, Pfizer, Broadcom). La rivalité technologique va se poursuivre en raison du maintien des restrictions américaines sur les exportations et les investissements dans des domaines relevant désormais de la sécurité nationale.

Le sommet Union européenne Chine (7-8 décembre 2023) s'est concentré sur le déficit commercial global avec la Chine (396 milliards d'euros — contre 165 milliards en 2019). Selon le Haut représentant Josep Borrell, « Notre déficit commercial est abyssal. Cela n'est pas dû à un manque de compétitivité de l'Union mais aux choix et politiques délibérés de la Chine pour restreindre l'accès à son marché ». La partie chinoise a récusé ce constat en indiquant que le déficit serait moindre en 2023 et que la concurrence sur les véhicules électriques résultait de l'innovation chinoise, plus que des subventions. Aucun rapprochement sur l'Ukraine.

### La prééminence américaine confirmée

Dans le même temps, les analystes constatent que les Etats-Unis restent la première puissance du monde (en dépit des incertitudes électorales, voir plus loin) et disposent d'atouts



structurels plus décisifs que ceux du compétiteur chinois qui ne parviendra pas à lui ravir le premier rang :

- La géographie favorise la sécurité américaine, avec deux océans et deux voisins alliés et intégrés (le Mexique bénéficie de la réorganisation des chaînes de valeur et est devenu en 2023 le premier partenaire commercial des Etats-Unis), alors que la Chine a des contentieux frontaliers avec ses voisins (Inde, Malaise, Indonésie, Vietnam, Philippines et Japon), qui résistent à ses ambitions hégémoniques et consolident leurs relations avec les Etats-Unis ;
- Un second atout américain est l'énergie, avec la révolution du pétrole et du gaz de schiste qui a transformé le pays d'importateur en exportateur, au contraire de la Chine qui dépend des hydrocarbures du golfe arabo-persique ;
- Les Etats-Unis conservent un avantage démographique avec une main d'œuvre en augmentation, à la différence de la Chine dont la population active diminue depuis 2015 (en raison de la politique de l'enfant unique). Comme le constate un éminent expert chinois, Wan Jisi, tant qu'il y aura la queue devant les consulats américains pour obtenir des visas, la puissance américaine d'attraction demeurera ; constat confirmé par le fondateur de Singapour, Lee Kuan Yew, sur le pouvoir d'attraction américain sur les talents, alors que la Chine de Xi Jinping s'est fermée, au moins jusqu'à la rencontre de novembre en Californie entre Xi et Biden et la visite de Macron à Pékin (avant le 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques) ;
- Malgré les succès scientifiques et industriels de la Chine, les entreprises américaines restent en tête dans des secteurs clé comme la biotechnologie, la nanotechnologie et les technologies de l'information. La Chine a vu son secteur privé innovant entravé par un pouvoir idéologique et l'ouverture aux investisseurs américains esquissée en novembre reste à confirmer, alors que les investissements étrangers ont baissé de près de 12 Mds\$ au 3<sup>ème</sup> trimestre (State Administration of Foreign Exchange), une première depuis 1998 selon Bloomberg. Le PIB américain par habitant est de 69 416 \$ (en parité de pouvoir d'achat) contre 18 985 en Chine.  
Mais une stratégie américaine erronée de compétition non maîtrisée pourrait compromettre ses avantages.

#### Le Conseil européen des 14-15 décembre 2023

La décision d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine a pu être prise le 14 décembre par 26 États-membres en raison de l'abstention « technique » du Président hongrois Viktor Orban, qui y était opposé et avait quitté la salle du Conseil européen auparavant mais après que la Commission ait débloqué 10 Mds€ en raison de la réforme de la justice à Budapest.

Kyiv a salué un moment historique, tout comme les dirigeants estonien, finlandais et suédois, tandis que la Présidente de la Commission européenne, qui a joué un rôle central dans le processus, l'a qualifiée de décision stratégique. La Moldavie est également invitée à entamer les négociations tandis que le statut de candidat est accordé à la Géorgie.

Le risque de blocage d'un seul pays en raison de l'unanimité requise sur ce type de matière rappelle la nécessité d'une réforme des modalités de prise de décision, sans laquelle une Union élargie sera bien plus hétérogène<sup>3</sup> et encore plus soumise au chantage d'un des pays membres. Bien qu'assortie d'une série de conditions, cette décision du Conseil est d'abord politique, malgré la série de conditions posées, mais également géopolitique, dans

<sup>3</sup> Voir Michel Foucher, *Élargissement : la géographie politique d'une Europe plus grande*, Le Grand Continent, 25 octobre 2023

lesquels les pays de la « ligne de front » (Finlande, Pays Baltes, Pologne, Roumanie) ont pesé. C'est un démenti au révisionnisme néo-impérial des dirigeants russes, réaffirmé le même jour à Moscou.

#### La Conférence de presse et le forum « Ligne directe » du président de la Fédération de Russie (14 décembre)

Le président russe a indiqué que l'invasion de l'Ukraine prendrait fin lorsque les buts de guerre seraient atteints : « dénazifier » et « démilitariser », abandon de l'adhésion à l'OTAN, capitulation et acceptation de la domination russe. Il a répété que les racines de la crise étaient la politique des Etats-Unis et la création d'une république ukrainienne fédérée par Lénine. Une nouvelle mobilisation ne sera pas nécessaire. Il a fixé d'autres cibles territoriales, le littoral de la mer Noire et Odessa, ville russe. Il a conclu en indiquant que cette guerre n'avait rien de comparable avec la catastrophe des bombardements israéliens sur Gaza : « rien de tel n'arrive en Ukraine ». Le mot guerre n'est plus tabou.

Seul élément nouveau : l'annonce de discussions russo-américaines en janvier 2024 à Genève entre Iouri Ouchakov, conseiller diplomatique du Kremlin, et Jake Sullivan, directeur du Conseil national de sécurité des Etats-Unis.

#### Les principaux acquis de la COP 28 (Dubai)

La mention, pour la première fois dans une Conférence des Partis (COP), des énergies fossiles et de l'engagement, non contraignant d'en sortir afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050. La négociation diplomatique porte d'abord sur des mots: non pas *“to phase out”* que l'Arabie saoudite et l'OPEP refusait mais, en version originale, *“transitioning away from fossil fuels in energy systems, in a just, orderly and equitable manner, accelerating action in this critical decade, so as to achieve net zero by 2050 in keeping with the science”<sup>4</sup>*.

Salué comme historique par le président émirati Sultan Al Jaber (par ailleurs à la fois de l'ADNOC - Abu Dhabi National Oil Company, qui prévoit d'augmenter sa production de 10% pour atteindre 5mbj en 2027 -, et de Masdar Clean Energy<sup>5</sup>, véhicule des énergies renouvelables), il a été critiqué par les représentants de 39 pays insulaires. D'autant que la production des hydrocarbures continue d'augmenter de 2% par an ; celle de pétrole a dépassé les 100 mbj, du fait de la croissance des pays émergents et de l'essor du secteur pétrochimique. Les majors ont salué le principe d'une sortie « ordonnée » des énergies fossiles et la place du gaz comme énergie de transition. En Norvège, Equinor poursuivra ses investissements, en hausse de 9% en 2024 (22 Mds\$). La réalité est que gaz et pétrole répondent encore à la moitié de la demande mondiale.

---

<sup>4</sup> La transition vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action au cours de cette décennie cruciale, afin d'atteindre le niveau zéro net d'ici 2050, en accord avec la science.

<sup>5</sup> Masdar se présente sur son site officiel comme l'une des plus grandes entreprises d'énergie renouvelable au monde et un leader de l'hydrogène vert, ce qui place les Émirats arabes unis à l'avant-garde de la transition énergétique. Pionnière dans l'avancement du secteur de l'énergie propre et acteur clé de la vision des Émirats arabes unis en tant que leader mondial de la durabilité et de l'action climatique, Masdar est active dans plus de 40 pays sur six continents et a investi, ou s'est engagée à investir, dans des projets mondiaux d'une valeur combinée de plus de 30 milliards de dollars américains. Masdar réunit les trois champions de l'énergie des Émirats arabes unis - Mubadala, ADNOC et TAQA - et utilisera leur expertise combinée pour devenir une puissance mondiale en matière d'énergie propre dans les domaines des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Promouvant l'innovation dans les domaines de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne, du stockage de l'énergie, de la valorisation des déchets et de l'énergie géothermique, Masdar a fait ses preuves en matière de commercialisation et de déploiement des énergies renouvelables et des technologies propres afin de relever les défis mondiaux en matière de développement durable.

### III. Les grands rendez-vous de l'année 2024

Par Michel Foucher

L'année 2024 sera d'abord électorale. Des élections auront lieu dans 76 pays, représentant 51 % de la population mondiale et plus de la moitié du PIB mondial. Plusieurs de ces élections se tiendront cependant dans des contextes peu démocratiques, et y compris dans des régimes autoritaires. Selon les recherches publiées par *The Economist*, les élections seront libres et justes dans 43 pays sur les 76.

13 janvier : Taiwan, élections présidentielles

Seront en lice Hou Yu-ih du KMT (Kuomintang, nationaliste), Ko Wen-je du TPP (Taiwan People's Party) et William Lai, vice-président de Taiwan (Democratic Progressive Party) au pouvoir. L'enjeu central est l'équilibre à maintenir entre Pékin et Washington. Terry Gou, fondateur de Foxconn, s'est retiré. Les sondages placent le candidat du DPP en tête (32%), suivi de celui du KMT (30%), selon une configuration classique.

Un choix présenté par le bureau chinois des affaires taiwanaises de Pékin comme un choix entre « la paix et la guerre, la prospérité et la récession. Il est espéré que la majorité des compatriotes de Taiwan s'opposeront à toute sécession et feront le bon choix dans ce moment critique ». Bref, une critique de la ligne de la présidente actuelle, Tsai Ing Wen, adepte de l'identité démocratique de l'île, opposée à la « réunification pacifique » prônée par Pékin, qui n'exclut jamais, dans les prises de position publiques, le recours à la force. Plus probable est le développement par Pékin d'une stratégie d'enveloppement économique.

17 mars : élection présidentielle en Russie : « no comment »

En août, le porte-parole du Kremlin avait exprimé ses certitudes en déclarant que Vladimir Poutine (71 ans) serait réélu avec plus de 90% des voix (contre 76% en 2018). Une modification constitutionnelle lui permet de rester au pouvoir jusqu'en 2036.

La communication officielle évitera d'insister sur la guerre en Ukraine, présentée comme une réponse nécessaire à un risque d'agression occidentale contre l'unité de la Russie. Grâce au contournement des sanctions (Turquie, Dubaï, Inde, Asie centrale) et la reconversion de l'appareil industriel dans l'économie de guerre, l'économie de la Russie fait mieux que prévu (au moins jusqu'en 2026).

Entre le 24 février 2022 et le 3 décembre 2023, 19 884 personnes ont été interpellées pour avoir manifesté leur opposition à la guerre (source : ONG russe OVD-Info), avec des peines de 6 à 25 ans de prison ou d'hôpital psychiatrique.

En 2024, le président biélorusse Alexandre Loukachenko devrait fêter ses trente ans à la tête de l'État. A la différence de la Russie, il existe une opposition démocratique active et structurée, réfugiée en Lituanie et en Pologne.

Avril Mai : Inde : élections à la Lok Shaba (18<sup>ème</sup> législature)

Longtemps qualifiée de plus grande démocratie du monde, l'Inde est également appelée aux urnes. « Au-delà de l'absence de véritable concurrence lors des élections, on observe en Inde un tournant autoritaire qui se renforce entre chaque élection » selon le spécialiste Christophe Jaffrelot. Le BJP, parti de Narendra Modi, vient de remporter début novembre les élections dans « l'Hindu belt » (Madhya Pradesh, Rajasthan et Chhattisgarh) contre l'Indian National Congress (Parti du Congrès). Sondages TV-CNX d'octobre 2023 sur le premier ministre préféré : Narendra Modi (BJP) 61%, Rahul Gandhi (INC) : 21%

L'Inde monte en puissance et est courtisée par les Occidentaux, avec l'espoir illusoire qu'elle joue un rôle de contrepoids face à la Chine, devenue son deuxième partenaire commercial après les Etats-Unis (déficit de 87 Mds\$) et devant les EAU et demeurant son grand rival stratégique (Himalaya et Océan Indien). Les élections confirmeront la ligne nationaliste à l'intérieur (antimusulmane) et de rapprochement mesuré avec l'Europe et les USA à l'extérieur.

9 juin : Parlement européen

Les élections européennes pourraient être marquées par un renforcement des partis situés à droite du Parti populaire européen, sans toutefois leur permettre une vraie opposition aux forces pro-européennes, représentées traditionnellement par la coalition PPE, S&D, Renew. La succession d'élections nationales passées (Pays Bas et Slovaquie) et à venir (Autriche, Belgique, Roumanie, Portugal) peut l'anticiper mais le cas polonais (retour de Donald Tusk) le corrige.

Août : Rwanda

Paul Kagame se présente pour un 3<sup>ème</sup> mandat, après une révision constitutionnelle adoptée par référendum en 2015 qui lui permettra de rester au pouvoir jusqu'en 2034.

Octobre : sommet des BRICS à Kazan

Les BRICS accueilleront bientôt l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, a annoncé le président sud-africain Cyril Ramaphosa à Pretoria, jeudi 24 août, alors que le groupe de cinq pays (Brésil, Russie, Chine, Inde et Afrique du Sud) est réuni en sommet. « *L'adhésion prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024* », a-t-il complété lors d'une conférence de presse conjointe.

Le nouveau président argentin a décidé de s'en retirer.

5 novembre : Etats-Unis

L'élection présidentielle américaine du 5 novembre 2024 est l'une des plus attendues et constitue certainement l'élection aux conséquences géopolitiques les plus importantes. La primaire républicaine qui précède l'élection sera officiellement lancée le 15 janvier, avec le caucus de l'Iowa. Le *Super Tuesday*, date de primaires dans une quinzaine d'États, aura lieu le 5 mars. L'année 2024 sera également marquée par plusieurs échéances judiciaires pour Donald Trump. Le procès pour entrave du processus électoral de 2020 et son rôle joué dans l'assaut du Capitole s'ouvre le 4 mars.

Sur l'Amérique compliquée, avançons quelques idées simples :

- Biden est à 49% début novembre contre 46% pour Trump, selon les prévisionnistes (« prediction markets »). Il a trois points de moins qu'en 2020.
- Les six sujets clivants sont : liberté d'avortement, respect de la démocratie, Israël, économie, sécurité nationale, immigration. Biden est jugé plus crédible dans les deux premiers. Il souffre d'un écart très important entre la réalité de la santé économique américaine et la perception des électeurs.
- Les sondages actuels montrent un avantage pour Trump dans plusieurs « swing states » : Arizona, Géorgie, Minnesota, Nevada, Pennsylvanie ; dans le Wisconsin, Biden n'aurait que deux points d'avance alors qu'il avait remporté tous ces États en 2020. Mais les sondages vont évoluer. Trump recueille toujours 60% des intentions de vote chez les Républicains. Il garde sa base populaire, moins éduquée, blanche, anti-immigration, peu soucieuse des normes.
- L'âge des deux candidats est perçu comme un handicap : 82 ans pour Biden en 2024 et 78 pour Trump.
- Biden a laissé entendre qu'il ne se représentait « peut-être pas » si Trump en était empêché par ses démêlés judiciaires.
- Dans les deux camps, des alternatives crédibles existent :
  - o Du côté démocrate, citons : le gouverneur de Californie, Gavin Newsom (qui soutient Biden et songe, pour l'instant, à l'élection suivante). Il a été reçu par Xi à Pékin le 25 octobre 2023 ; J.B. Pritzker, gouverneur de l'Illinois, très proche de Biden pour qui il a fait campagne en 2020 ; Gretchen Whitmer, gouverneur du Michigan, sollicitée par des Représentants pour se présenter. Venir du Midwest est moins clivant qu'être un élu de Californie.
  - o Du côté républicain, la figure montante est Nikki Haley, ancien gouverneur de Caroline du sud et représentante américaine au Conseil de sécurité des Nations Unies sous Trump. Conservatrice mais flexible, elle est soutenue par les partisans du MAGA (Make America Great Again) mais vient de recevoir le soutien de donateurs cruciaux : Charles Koch, Blackstone, LinkedIn, JP Morgan, Citadel. Le « big business » est plus qu'inquiet du chaos que provoquerait un retour de Trump.
- Dans les élections américaines, l'argent compte autant que les personnalités. C'est la « primaire invisible ».
  - o En 2020, le budget de l'élection présidentielle fut de 6,4 Mds\$ et de 10 Mds pour celle du Congrès.
  - o Biden a plus de fonds que Trump, qui lui compte sur les petits donateurs (1,4 Md\$ en 2020).
  - o Les financements se décomposent en : grands donateurs, les deux partis, les petits donateurs (selon une formule initiée par Obama).
- Calendrier : premiers résultats à observer

- 15 et 23 janvier : Début du cycle dans l'Iowa et le New Hampshire
- 24 février : primaire républicaine en Caroline du Sud (dont Nikki Haley fut gouverneur)
- 4 mars : premier jour du procès à Washington sur l'assaut contre le Capitole
- 5 mars : « Super Tuesday » où des primaires se tiennent dans la moitié des États pour désigner la moitié des délégués des conventions des deux partis.
- Dans la foulée, second procès à New York et deux autres en Floride et en Géorgie. Haley pourrait échanger le retrait de Trump contre une forme de « pardon ».

18-19 novembre : G 20 au Brésil : concurrencé par les BRICS +

COP 29 : Bakou (Azerbaïdjan)

## **IV. Deux guerres en 2024**

### **- Guerre d'Ukraine**

- Le Kremlin a le temps et les Ukrainiens la détermination.
- Le constat d'une impasse militaire a été fait par le chef d'état-major ukrainien lui-même, et des tensions se font jour à Kyiv dans les cercles dirigeants.
- Il n'est pas exclu que Berlin et Washington encouragent Kyiv à un compromis, la question centrale étant celle des garanties de sécurité, qui prendront la forme d'arrangements bilatéraux.
- 14-15 décembre : décision du Conseil Européen de commencer des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie (et de reconnaître un statut de candidat à la Géorgie). La rivalité entre l'Union européenne et la Russie dans son étranger proche est désormais explicite.
- L'année 2024 sera-t-elle d'un niveau dégradé dans la co-belligérance entre Européens et Russes ?

### **- Israël/Palestine**

- La bande de Gaza est à plus de 60% rasée ou endommagée. Une expulsion forcée des Gazaouis vers l'Égypte a été envisagée.
- L'Arabie saoudite est l'un des rares pays à pouvoir influencer Israël mais les deux pays partagent la volonté de réduire l'influence des Frères musulmans (dont le Hamas est une émanation). La question palestinienne est marginale dans les négociations de normalisation diplomatique (agrée dès septembre 2023) entre Israël et l'Arabie saoudite (qui met comme conditions un accord avec les Etats-Unis en matière de sécurité militaire et de transfert nucléaire civil).
- Le soutien sans faille des Etats-Unis à Israël (veto à l'ONU) permet à la Russie de sortir de son isolement diplomatique.
- La rhétorique de la « solution à deux États », reprise par les diplomaties occidentales et arabes, est une coquille vide.
- Une confrontation dans le sud du Liban pour faire reculer l'appareil militaire du Hezbollah au nord du fleuve Litani est une option étudiée au ministère israélien de la défense.

## V. L'affirmation généralisée de la sécurité économique

La sécurité économique devient omniprésente dans les relations internationales. Citons les restrictions aux exportations, les sanctions économiques et financières, la politisation des choix monétaires et financiers, la surveillance des investissements directs entrants voire sortants, les droits de douane exceptionnels, les interventions étatiques dans les secteurs jugés stratégiques : l'étau politique se resserre autour des relations économiques et financières internationales. Cette rupture est issue des transformations économiques aussi bien que des ambitions politiques et idéologiques. Les interdépendances économiques et financières restent très étroites, mais elles sont de plus en plus contraintes par les rivalités de puissance.

Mais les approches et les conséquences de cette préoccupation commune diffèrent largement, comme l'analysent Thomas Gomart et Sébastien Jean<sup>6</sup>.

Pour la Chine, la sécurité est une priorité omniprésente, érigée en mode de gestion, dont la dimension économique internationale n'est finalement que le prolongement logique des approches internes.

Pour les Etats-Unis, elle passe par la préservation de la prééminence technologique et recouvre une double tentation de découplage économique partiel de la Chine et d'arsenalisation croissante de ses positions dominantes dans la finance et dans certaines technologies.

Pour l'Union Européenne, il s'agit d'une stratégie rationalisée de réduction des risques inhérents aux dépendances économiques dans un contexte de tension, tout en préservant l'ouverture.

Constatant la plus grande complexité de la géoéconomie (animée par des échanges mutuellement bénéfiques avec des intérêts étatiques souvent conflictuels), les auteurs avancent que s'installe une logique qualifiée de « géo-finance » : la politisation simultanée des flux financiers et d'information montre que les objectifs, les outils et les points d'appui de ces interactions sont profondément transformés.

---

<sup>6</sup> « *Découplage impossible, coopération improbable. Les interdépendances économiques à l'épreuve des rivalités de puissance* » par Thomas Gomart et Sébastien Jean, Études de l'IFRI, novembre 2023.



**CFJC**

Compagnie Financière  
JACQUES CŒUR

Linking Investors & Fund Managers



Créer en 2012, Copenhagen Infrastructure Partners – CIP est un leader et un spécialiste dans l'investissement de nouvelles infrastructures d'énergies renouvelables complexes et de grandes envergures. 14 GW en exploitation ou en construction et ~ 120 GW en cours de développement. CIP est l'un des leader et pionnier du marché de l'éolien offshore, Power-to-X, solaire photovoltaïque, éolien terrestre et autres technologies renouvelables.

Depuis 2015 CFJC accompagne CIP dans la levée de ses fonds en France.

En cours de levée avec un premier closing de 6 milliards d'euros en juin 2023, le fonds **CI V** devrait atteindre 12 milliards d'euros à la fin du 1er semestre 2024 pour un hard cap à 16 milliards.

